



COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

Union paysanne
C.P. 899, succursale Bureau Chef
Lachute, Québec J8H 4G5
Tél. (450) 230-5046
paysanne@unionpaysanne.com

Le sort des fermes ne s'est pas amélioré au Château Frontenac

(Ste-Croix, 14 avril 2014) Le Château Frontenac a été l'hôte d'une rencontre internationale sur la ferme familiale la semaine dernière. Organisé par l'UPA-DI (développement international), l'évènement a abordé des questions comme la résilience de la ferme familiale, son histoire depuis la colonisation du Québec, la passion des agriculteurs.

Pour l'Union paysanne, il est difficile de parler de résilience de la ferme familiale alors que 100 000 d'entre elles ont disparu depuis un demi-siècle et que la tendance se maintient. Dans le décor faste du Château Frontenac, les organisateurs se sont abstenus de remettre le modèle agro-industriel en question.

Et pourtant, le modèle québécois est loin de fournir les conditions nécessaires pour la relève ou la flexibilité requise pour s'adapter à un marché changeant.

- Comment assurer la relève alors que les règles d'accès à la terre de la CPTAQ vont plutôt dans le sens de l'accroissement de la taille des fermes ?
- Comment démarrer une production alors que les prix des quotas sont exorbitants ?
- Comment développer une mise en marché différente alors que les agences obligatoires de l'UPA uniformisent et contrôlent ?
- Comment faire valoir un point de vue et un modèle différent alors que la loi ne permet que l'UPA et obligent tous les fermiers à cotiser, contre leur volonté ?

En ce qui concerne la fameuse gestion de l'offre, tant vantée par l'UPA, il ne faut pas oublier que depuis 40 ans, les fermes qui ont disparu le plus vite sont précisément celles qui sont soumises aux quotas de production, souvent par manque de relève.

L'Union paysanne déplore également l'utilisation du terme « familial », qui devient un fourre-tout, englobant quasiment toutes les fermes, sous prétexte qu'il y a un lien de parenté. Ce dont le Québec a besoin, c'est d'une agriculture plurielle, ouverte à la mise en marché de proximité, variée, protectrice des ressources et occupant le territoire. Actuellement, le Québec ne tient même pas compte de la production pour la famille lorsqu'il s'agit de donner le statut d'agriculteur.

La commission Pronovost affirmait que le Québec agricole manque d'oxygène. C'est encore vrai. Et ce ne sont pas des colloques au Château Frontenac à 517\$ le billet d'entrée qui vont aider à réorienter notre agriculture. Espérons que le prochain ministre de l'agriculture prêtera une oreille plus attentive aux propositions de la commission Pronovost.

-30-

Pour information :

Benoit Girouard
Président Union paysanne
450-495-1910

Maxime Laplante
Vice-président
418-926-2473